

Dans l'article 5 du projet de loi que nous proposons d'amender, l'article 11(1) se lit ainsi:

Le capital autorisé de la Société est de deux milliards de dollars, réparti en 20,000,000 d'actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune.

D'après l'amendement proposé par mon collègue, cet article 11(1) se lirait ainsi:

Le capital autorisé de la Société est de un milliard et cent dollars, réparti en 10,000,001 actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune.

Lorsqu'on y pense c'est très simple, c'est une simple question d'arithmétique. Essentiellement, tel que le projet de loi est rédigé actuellement, nous avons 20 millions d'actions et 2 milliards de dollars. La modification nous ramènerait à 1 milliard de dollars et 10 millions d'actions. Par conséquent nous avons tout coupé en deux. Cela ne paraît pas considérable lorsque l'on compare un milliard et 2 milliards de dollars, mais si on considère le facteur multiplicateur que ce projet de loi représente, on découvre que ce milliard de dollars se transforme en dix milliards, alors que si l'on maintenait l'article du projet C-110 tel qu'il est, on aurait une dépense de 20 milliards de dollars. Par conséquent, nous essayons de rendre cette société de la Couronne, la Société pour l'expansion des exportations, un peu plus responsable auprès de la Chambre et de ses membres, et auprès des gens qui travaillent ici et s'intéressent à ce qui s'y passe. Par conséquent, l'amendement devient très important. Nous essayons d'empêcher que la Société pour l'expansion des exportations n'augmente son capital aux dépens du contribuable canadien, sans débat ni autre forme de présentation à la Chambre nous permettant, à nous parlementaires, de donner notre avis.

En un sens, en rendant les montants plus modestes et en suscitant ce débat, nous ferons plus que d'exiger des comptes, que rappeler à la société de la Couronne ses obligations vis-à-vis de notre assemblée. Nous ferons également davantage connaître les activités de la SEE au public, ce qui a son importance, car les Canadiens doivent savoir ce qui se passe. L'information est un outil très précieux dont nous ne pouvons profiter que si le Parlement s'occupe de certaines activités et donne son opinion.

Nous espérons que les amendements présentés ici aujourd'hui préviendront les excès dans les dépenses publiques. Grâce à ces propositions, le Parlement pourrait exercer un plus grand contrôle ou, du moins, aurait un certain droit de regard sur les activités des sociétés qui utilisent l'argent des contribuables. Cela compte beaucoup, car la SEE est engagée dans des domaines à risque élevé. Elle est très active dans le tiers monde qui est, bien sûr, en proie à de sérieuses difficultés financières. Je crois savoir qu'il a fallu prendre des dispositions pour rééchelonner des paiements dans le cas de nombreux prêts atteignant presque 128 millions de dollars depuis 1980. Si j'en crois le dernier rapport annuel, le remboursement du principal et de l'intérêt, 66 millions de dollars environ, est en souffrance. La situation est donc de plus en plus grave. Selon moi, les Canadiens ont droit de savoir qu'on doit encore 66 millions de dollars en principal et intérêt à la Société. Ils devraient avoir la possibilité d'en discuter et de réfléchir à toutes les conséquences de cette utilisation de leur argent.

• (1750)

Une de nos principales inquiétudes, en tant que parlementaires, est l'utilisation des deniers publics. Nous croyons, par conséquent, que le public devrait pouvoir prendre part à ces décisions prises actuellement dans le secret par des bureaucrates, décisions qui nous concernent tous.

Mon temps de parole est écoulé. J'aurais voulu formuler plusieurs autres commentaires, mais je me contenterai de dire que ce projet de loi touche tous les Canadiens. Il est fondamental pour notre institution d'étaler les faits et d'en discuter. C'est la seule façon pour nous, parlementaires, de jouer un rôle utile dans notre pays.

M. John Kushner (Calgary-Est): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots sur ce projet de loi. Je suis très déçu que le gouvernement tente de se faire autoriser à dépenser deux fois plus, soit 20 milliards au lieu de 10 milliards. De plus, ce sont les bureaucrates qui répondront de ces dépenses plutôt que les députés élus pour le faire.

Le comportement de la SEE m'inquiète énormément. Elle est plus empressée d'aider les pays étrangers que les Canadiens, car l'argent qu'elle dépense pour aider les hommes d'affaires canadiens à l'étranger représente un lourd fardeau pour le contribuable canadien ordinaire. Nous devons parfois nous demander si cette société de la Couronne aide plus de pays étrangers ennemis que des pays étrangers amis. A mon avis, il est dangereux de donner un autre chèque en blanc à cette société de la Couronne, en plus de l'argent dont elle dispose déjà.

Petro-Canada, à Calgary, est un exemple typique du comportement des sociétés de la Couronne. Elle y construit un édifice de 50 étages dont la majeure partie est louée à perte. En fait, elle a causé du tort aux entreprises commerciales de Calgary qui ont construit des édifices pour répondre à leurs besoins. Ma seule conclusion c'est que le gouvernement est en train de perdre tout contrôle, qu'il ne gouverne plus le pays et que les bureaucrates sont devenus les maîtres. Le gouvernement détruit l'entreprise libre dans le secteur privé. Il est impossible de dire exactement combien de sociétés de la Couronne nous avons, et les investisseurs, les hommes d'affaires, ainsi que la plupart des Canadiens ne font plus confiance au gouvernement.

La seule façon de relancer notre économie c'est de redonner confiance aux hommes d'affaires, donc de changer de gouvernement. Plus tôt nous le ferons, mieux tous les Canadiens s'en porteront.

Le nombre d'entreprises en faillite crée une situation alarmante et il faudra longtemps avant que le monde des affaires ne retombe sur ses pieds. Nombreux sont ceux qui disent que l'économie reprend son essor, mais, personnellement, je me demande où cela se produit. Si c'est vrai, nous ne reprendrons pas notre vitesse de croisière du jour au lendemain. Les agriculteurs, qui formaient la force de notre pays, ont été pratiquement ruinés. Il est honteux d'avoir laissé le secteur agricole se détériorer ainsi.